

AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....
45 – 15 septembre 2021



| En otage |

La réalité n'a jamais autant pris l'imagination en otage qu'au cours de ces derniers jours. Nos désirs et nos rêves les plus fous sont dominés par une catastrophe invisible qui nous menace et nous confine, en nous liant les pieds et les mains au licol de la peur. Quelque chose d'essentiel se joue en ce moment autour de la catastrophe en cours. Ignorez les quelques Cassandre qui lancent des avertissements depuis des décennies, nous sommes désormais passés de l'idée abstraite au fait concret. Comme le démontre l'urgence actuelle avec toutes ses interdictions, ce qui est en jeu ce n'est pas seulement la possibilité de survivre, mais quelque chose de bien plus important : la possibilité de vivre. Cela signifie que la catastrophe qui nous touche aujourd'hui n'est pas tant l'imminente extinction humaine – à éviter, nous rassure-t-on en haut comme en bas, grâce à une obéissance absolue aux experts de la reproduction sociale – mais plutôt l'envahissante artificialité d'une

existence dont l'omniprésence nous empêche d'imaginer la fin du présent.

« Catastrophe » : du grec *katastrophé*, « bouleversement », « renversement », substantif du verbe *katastrépho*, de *kata* « sous, en bas » et *stréphein* « renverser, tourner ».

Depuis l'antiquité ce terme a conservé parmi ses significations celle d'un événement violent qui porte avec lui la force de changer le cours des choses, un événement qui constitue en même temps une rupture et un changement de direction, et qui par conséquent peut être aussi bien un début qu'une fin. Un événement décisif, en somme, qui en brisant la continuité de l'ordre du monde, permet la naissance de tout autre chose. L'image facile et immédiate de la charrue qui brise et retourne une motte de terre sèche et épuisée, revivifiant et préparant le terrain pour un nouveau semis et une

AOÛT 2021

3/8, Berlin (Allemagne).

Dans les quartiers de Mitte et de Lichtenberg, plusieurs véhicules du promoteur immobilier *Vonovia* sont incendiés dans la nuit, en guise d'« *invitation enflammée à faire encore plus de dégâts matériels contre la ville des riches et à se battre pour une société sans hiérarchies ni autorités.* »

6/8, Berlin (Allemagne).

Dans le quartier de Lichtenberg, deux camionnettes de location contenant du matériel de propagande du parti d'extrême-droite *AfD* partent en fumée dans la nuit.

13/8, Zelo Buon Persico (Italie).

En Lombardie dans la province de Lodi, une antenne de téléphonie mobile est incendiée vers 5h du matin. Un tag « *Non à la 5G, Non au Green Pass* » est retrouvé dans le coin par les carabinieri.

17/8, Melilla (Maroc/Espagne).

Après le plus grand assaut de l'été de la frontière le 22 juillet dernier lorsque 238 migrants avaient réussi à franchir le double mur barbelé de l'enclave espagnole, ce sont cette fois 57 d'entre-eux qui réussissent à y pénétrer vers 5h du matin lors d'un assaut lancé par cent-cinquante personnes.

17/8, Nostang (France).

Dans le Morbihan, une antenne de téléphonie mobile est incendiée dans la nuit près de la voie express Lorient-Vannes.

nouvelle récolte, rend bien l'aspect fécond présent dans un terme généralement associé au seul épilogue dramatique. D'où l'ambivalence des sentiments humains suscités dans un passé lointain par la catastrophe, allant de la peur panique à la fascination extrême. Au-delà et contre toute peur de la mort, pendant de longs siècles les êtres humains ont perçu l'infini à travers la destruction catastrophique, en cherchant en elle la fulgurante révélation physique de *ce qui n'était pas*. Du Chaos primordial à l'Apocalypse, du Déluge universel à la Fin des temps, de la tour de Babel à l'an Mil, nombreux sont les imaginaires catastrophiques autour desquels l'humanité a cherché à se définir dans sa relation avec la vie et le monde sensible, sous le signe de *l'accident*. Le sentiment de catastrophe a été très probablement la première perception intime du potentiel explosif de l'imaginaire, une fissure permanente dans la (présu-mée) uniformité de la réalité. Se rapprocher des bords de cette fissure, en suivre la ligne, signifiait céder à la tentation d'interroger le destin, et non pas afficher la prétention d'y répondre. Imaginaire ou réelle, la catastrophe possédait la force prodigieuse d'émerger en tant qu'objectivation de ce qui excède la plus triste condition humaine.

Ce n'est que vers la moitié du XVIIIe siècle, après la découverte des restes de Pompei en 1748 et le grand tremblement de terre de Lisbonne de 1755, que le mot catastrophe a commencé à être utilisé dans le langage commun pour définir un désastre inattendu aux dimensions gigantesques. Un glissement de sens facilité par le fait qu'après 1789 et la prise de la Bastille, c'est un autre mot qui sera employé pour indiquer un renversement, une rupture irréversible de l'ordre préexistant, en mesure de préparer l'avènement d'un monde nouveau. Né au siècle des Lumières, le concept de révolution ne pouvait pourtant n'avoir qu'un caractère *intentionnel*, fortement lié à la raison, et pour cela a été lié à l'accomplissement d'un processus, à l'évolution d'une idée, au résultat d'une science. Voilà la différence profonde entre la révolution et la catastrophe qui l'a précédée et qui, d'une certaine manière, l'accompagne. Là où la révolution est incarnation de l'Histoire, la catastrophe est son interruption. Autant la première est programmée dans ses structures, projetée dans ses buts, organisée dans ses moyens, autant la seconde est inattendue dans ses temporalités, imprévue dans ses formes, inopportune dans ses conséquences. Elle n'élève pas les hommes et les femmes en satisfaisant leurs aspirations et leurs convictions, qu'elles soient originelles ou induites, mais elle les précipite en dehors de leurs communes mesures et de leurs représentations, jusqu'à les

réduire à d'insignifiants éléments d'un phénomène sans aucune loi.

Plus encore que la révolution, l'explosion catastrophique du désordre balayait le vieux monde, ouvrant la voie à d'autres possibilités. Après la matérialisation de l'impensable, les êtres humains ne peuvent plus rester les mêmes, car ils n'ont pas seulement vu s'écrouler de leurs propres yeux les maisons, les monuments, les églises ou les parlements. Mais aussi les fois, les théories, les lois – tout cela sous forme de ruines. L'antique fascination pour la catastrophe part de là, de cet horizon chaotique irréductible à tout calcul, du moment où un bouleversement sans précédent brise brusquement toute référence stable, posant brutalement la question du sens de la vie dont les répercussions infinies exigent, en réponse, un excès d'imagination. La catastrophe est servie à l'individu, dans la découverte dramatique de quelque chose qui va au-delà de son identité, pour se confondre à nouveau avec la nature, le sol primordial ou la source de la création.

Mais à partir de la fin de la deuxième guerre mondiale, marquée par la première explosion atomique, qu'est-il arrivé ? La perspective révolutionnaire s'est peu à peu éteinte, effacée des cœurs et des esprits. Ainsi, en leur for intérieur, une seule forme possible de bouleversement matérielle est restée incontestée, qui plus est en possession des formidables moyens techniques ultérieurs pour se manifester. Mais la catastrophe actuelle n'a que très peu de choses en commun avec celle des temps jadis. Elle n'est plus cette foudre de la nature ou l'œuvre d'un Dieu, mettant l'être humain face à lui-même – c'est un simple produit de l'arrogance scientifique, technologique, politique et économique. Si les catastrophes du passé pouvaient inciter à regarder l'impossible en face, en mettant sens dessus dessous l'ordre établi, les catastrophes modernes se limitent à creuser davantage dans le possible. Au lieu d'ouvrir l'horizon et de mener loin, elles l'enferment et le clouent à ce qu'il y a de plus proche. L'imagination sauvage cède le pas au risque calculé, où l'on ne désire plus vivre une autre vie, mais où on ambitionne de survivre en gérant les dégâts.

L'une après l'autre, les catastrophes de ces dernières décennies défilent devant nos yeux comme si elles avaient simplement été des conséquences de la myopie techno-scientifique et du mauvais gouvernement, à dépasser grâce à des techniciens et des politiciens plus attentifs et clairvoyants. Les catastrophes du présent et celles du futur deviennent de la sorte évitables, ou du moins réductibles, uniquement

18/8, La Canée (Grèce).

En Crète, *Des anarchistes* brisent les vitres du local du parti d'extrême-droite *Elliniki Lisi* en pleine matinée. « *Toujours contre l'État et les fascistes. Briser le vernis de la normalité. Écraser les fascistes dans chaque quartier* », conclut le communiqué.

18/8, Nancy (France).

En Meurthe-et-Moselle, *Des joggeurs et joggeuses illuminées* font flamber une antenne-relais 5G dans la nuit, en taguant « *Ni nuke ni 5G!* » sur un mur de l'enceinte qui en protégeait l'accès. « *Le nucléaire et la 5G sont les piliers d'une industrie mortifère. Solidarité à toutes les personnes inculpées suite à ces combats!* » conclut le communiqué.

20/8, Poitiers (France).

Dans la Vienne, la permanence du député *LREM* part entièrement en fumée à l'aide d'une poubelle incendiaire placée devant sa vitrine, après l'avoir préalablement brisée.

21/8, Montreuil (France).

En Seine-Saint-Denis, un fourgon *JC Decaux* est incendié suivi d'une camionnette *Enedis* un peu plus loin. « *Courage Boris ! La tête haute, le cœur ardent ! Vive l'anarchie !* » conclut le communiqué solidaire avec le « *compagnon anarchiste qui est dans le coma à cause d'un feu dans sa cellule de la prison de Nancy-Maxéville.* »

21/8, Bure (France).

En Meuse, lors des journées d'action contre le projet CIGEO d'enfouissement des déchets radioactifs, des sections de la voie ferrée destinée à acheminer ces déchets sont

notamment démontées et pliées, tandis que le dépôt de l'ANDRA est saccagé et une de leur voiture retournée, par différents cortèges coordonnés avec pour slogan « *ANDRA dégage – Vive le bricolage* ».

22/8, Paris (France).

Dans le 20^e arrondissement, une camionnette du constructeur de prisons *Eiffage* est incendiée en solidarité avec Boris. « *C'est par la lutte, même dans des conditions d'infériorité, que nous pouvons apercevoir une peu de ce que nous voulons : la liberté et la fin de l'exploitation* » précise notamment le communiqué.

22/8, Albi (France).

Dans le Tarn, une antenne-relais part en fumée vers 3h du matin à côté de l'hypermarché *Géant Casino*.

28/8, Beaumont-le-Roger (France).

Dans l'Eure, 15 000 foyers et 500 entreprises de vingt-quatre communes sont privés de tout accès à internet suite à la coupure volontaire vers 4h du matin de deux câbles en fibre optique alimentant les centraux téléphoniques ainsi qu'une dizaine d'antennes mobiles *Orange* du secteur. Ce sabotage aurait été commis à titre préventif par des travailleurs de la nuit qui, en plus de sectionner ces câbles, sont entrés dans le *Carrefour Market* par le quai de chargement en forçant le rideau métallique avant de le délester d'une partie de ses marchandises.

28/8, Saint-Pierre (France).

Dans la colonie de La Réunion, quinze bus scolaires partent en fumée dans un dépôt du quartier de Grand Bois vers 18h,

avec un contrôle toujours plus grand des activités humaines, placées dans des conditions d'urgence permanente. L'effet de cette logique, est que les désastres « naturels » sont immédiatement oubliés et renvoyés dans un contexte distant, comme s'il s'agissait d'événements mineurs, alors que seuls les désastres « humains » occupent le devant de la scène d'un récit qui nous invite à accepter l'inacceptable. S'ils nous terrorisent, c'est seulement parce que c'est *notre* survie physique en tant qu'espèce qui est menacée. Et c'est cela qu'il faudrait craindre plus que toute autre chose, plus que la catastrophe invisible de la soumission soutenable, de l'administration du désastre, celle qui enchaîne et paralyse notre envie démesurée de vivre en lui imposant des distances et des mesures de sécurité.

Finimondo, 28 mars 2020
(traduit de l'italien)



| Revues, livres & journaux |

Edith Thomas, **Les « Pétroleuses »**. ed. Gallimard (Paris), 1963/février 2021, 396 p.

« *Quant à l'incendie de Paris, oui, j'y ai participé. Je voulais opposer une barrière de flammes aux envahisseurs de Versailles. Je n'ai pas de complices pour ce fait.* »

Louise Michel, devant le Conseil de guerre

Si cette étude d'Edith Thomas depuis longtemps épuisée sur les mythiques pétroleuses de la Commune de Paris a été republiée en début d'année, c'est bien entendu pour alimenter le marché éditorial du cent-cinquantième de cette insurrection. Un peu comme sa précédente monographie d'ailleurs, sur une Louise Michel dépeinte en prophétesse de l'anarchie, qui était sortie à titre posthume en 1971 à l'occasion du centenaire.

En voyant traîner cet ouvrage sur les étals des marchands de papier, c'est pourtant autre chose qui me vint de suite en mémoire, pour ne plus me lâcher de la journée. Vous savez, il s'agit de cette allègre chansonnette où il est question d'une mitraillette ayant rougi du stalinien dans l'Espagne en fête, avant de dérouler quelques couplets plus tard : « *Faut dire qu'on y mettra du cœur / Les pétroleuses étaient nos soeurs / Vienne la tempête...* » Loin, bien loin donc des obscénités du moment –où l'on vit par exemple une historienne d'Etat se piquant de radicalité exhiber une reproduction de Louise Michel en carton-pâte devant le Sacré Coeur, le tout sous les bons offices de la mairie de Paris. Bref, c'est en tout cas cet air entraînant qui fit passer *Les « Pétroleuses »* de l'étal à ma poche.

Sur l'auteure, il y aurait beaucoup à dire, mais ce n'est ni l'objet ni la place de cette petite recension. Disons simplement que formée à l'Ecole des chartes au tournant des années 30 pour travailler comme archiviste, elle en profita entre deux romans et reportages, pour écrire des biographies sur des femmes socialistes ou révolutionnaires du 19^e siècle (Pauline Roland, George Sand, Flora Tristan, ou Louise Michel), tout en ayant des amours contrariées avec le parti communiste. Elle ne tint ainsi qu'une année dans l'une de ses organisations-satellite (*l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires*) avant d'en démissionner publiquement fin 1934 en lui reprochant son « *orthodoxie* », puis le rejoignit une seconde fois en 1942 pour participer activement à la Résistance avant d'en démissionner en 1949, suite à l'embrouille yougoslave entre Staline et Tito. Et ce, de manière définitive jusqu'à sa mort en 1970.

Sur le fond, si on avait seulement eu affaire à l'énième travail d'une intellectuelle critique de gôche, même oubliée, cet ouvrage n'aurait évidemment pas sa place ici. Mais tout l'intérêt des *Pétroleuses* d'Edith Thomas, est qu'il s'agit non seulement d'une des rares études systématique sur la question (notamment à travers un dépouillement des actes de procès contre les communardes, mais aussi à travers les activités de clubs de femmes ou d'individualités variées), mais surtout que l'auteure n'est sur le fond pas hostile au grand incendie de Paris, et ne tente ainsi pas de faire passer l'activité incendiaire de communardes pour une simple invention de la réaction versaillaise. Car ce qui distingue également Edith Thomas de ses contemporains d'alors, est qu'en prenant ses distances d'avec papa Marx et ses rejetons, elle ne s'est pas sentie obligée de sanctifier la parole du maître, qui déniait aux femmes tel un vulgaire Proudhon toute capacité en la ma-

une semaine à peine après la rentrée.

29/8, Vernaison (France).
Dans le Rhône, un mât de vidéosurveillance est incendié dans la nuit en plein centre-ville. La caméra est hors d'usage.

30/8, Athènes (Grèce).
Dans le quartier de Vyronas, un véhicule de l'ELTA (Poste grecque) part en fumée. « *Ramenons les feux de forêt en ville. Que les aristos, les forces de sécurité et leurs maîtres paient le prix fort des catastrophes* » précise notamment le communiqué solidaire avec les compagnons Dimitris Hatzivassiliadis et Boris.

SEPTEMBRE 2021

1/9, Toulouse (France).
En Haute-Garonne, un camion-nacelle de l'installateur de réseaux de télécommunication Scopelec est pris pour cible, notamment pour « *attaquer l'ennui pour de vrai* ».

2/9, Leipzig (Allemagne).
En Saxe, les grandes vitres de la *Caisse d'Epargne* sont caillassées dans la nuit, en solidarité avec des lieux occupés et en vengeance pour d'autres déjà expulsés.

3/9, Petite-Île (France).
Dans la colonie de La Réunion, une antenne-relais de *SFR* part en fumée dans la nuit à l'aide de pneus enflammés. Reliant également le quartier à la fibre optique, la coupure de téléphonie et d'internet est estimée à moins une semaine par les autorités.

6/9, Rennes (France).
En Ille-et-Vilaine, un bâtiment modulaire de 400 m² de la mairie est incendié vers 1h30 à l'aide de poubelles enflammées contre sa structure. Il abritait notamment la

Direction sud des sports, le service recensement de la *Direction des prestations administratives à la population*, la *Chambre régionale de l'économie sociale*, ainsi qu'un espace de stockage affecté à la *Direction des systèmes Informatiques* ou un espace dédié au syndicat CGT... dont il ne reste désormais que suie et cendres.

6/9, Grenoble (France).

En Isère, *Des réfractaires solidaires* boutent le feu à un véhicule *Orange* devant leurs bureaux au centre de la ville, en proposant de s'en prendre partout à cette entreprise de télécommunication « *pour montrer qu'on n'oublie pas Boris et qu'on pense à lui, la tête haute, le coeur ardent !* »

6/9, Chauny (France).

Dans l'Aisne, on apprend qu'un transformateur électrique a été volontairement incendié mi-mars, plongeant l'éclairage public de tout un quartier dans le noir depuis six mois, au grand dam d'une partie de ses habitants.

6/9, Ivry-sur-Seine (France).

Dans le Val-de-Marne, un utilitaire de *Vinci* part en fumée quelques jours plus tôt. Le communiqué de l'attaque contre ce responsable international de la « *destruction du vivant, exploitation et enfermement de l'humain* », se termine par « *À ce sujet, on a pas pu s'empêcher en allumant notre feu de joie d'avoir une pensée pour l'ami Boris toujours hospitalisé. Feu aux prisons et à ceux qui les construisent !* »

6/9, Kochersberg (France).

En Alsace, deux armoires du réseau de la fibre optique sont sabotées à Schnersheim et à Mittelschaeffolsheim, en sectionnant les câbles à un endroit stratégique obligeant chaque opérateur à venir réparer la partie le concernant. C'est au moins le

tière (« *Cette histoire est une des plus abominables machinations qu'on ait jamais inventées dans un pays civilisé... tout ce qui a pu être brûlé l'a été par des hommes* », Karl Marx, interview au *New York Herald* du 3 août 1871).

Bien sûr, et posons-le d'emblée, puisqu'il ne s'agit pas ici d'une cour de récréation sur le spoil de la dernière fiction télévisée à la mode, mais de l'activité subversive bien réelle de milliers de femmes dans un moment insurrectionnel : Edith Thomas ne parvient à aucune conclusion définitive à partir de ses sources judiciaires, tout en prenant bien soin de distinguer le mythe versaillais de la cinquième colonne incendiaire une fois Paris repris, de leur participation probable comme combattantes au grand incendie de la capitale pour empêcher les troupes d'y entrer. Plus exactement, à quelques exceptions près, il ressort en effet surtout des actes de tribunaux comment les condamnées ont pris des années de bagnage ou des perpétuité pour le fait d'avoir été communardes, plus que sur des éléments dits « objectifs » de leur activité enflammée. Et pour cause, puisqu'un tribunal, et c'est toujours valable aujourd'hui, n'a jamais pour objectif d'établir une quelconque justice ou vérité, mais ne fait que consacrer un rapport de force entre deux parties opposées.

Beaucoup de condamnées avaient ainsi soit directement porté les armes (toutes n'étaient pas cantinières ou infirmières), soit incité les combattants à ne pas reculer, soit insulté les soldats versaillais, soit plus simplement défendu devant témoins que tout devait brûler (« *Il peut venir un Roi maintenant, il trouvera son château en flammes !* »). Quant aux rares qui furent prises avec du pétrole sous leurs jupes, elles plaidèrent généralement le pillage pour se chauffer... ce qui ne signifie rien, puisque beaucoup de ces incendiaires ne furent tout simplement pas arrêtées. Notamment pour une raison simple, outre le fait de ne pas avoir été toutes balancées (la base de ces procès d'alors), qui est qu'une partie d'entre-elles a participé aux combats jusqu'au bout, mourant directement sur les barricades ou étant exécutées sur place sans autre forme de procès (« *des centaines de femmes* », selon E. Thomas). Ainsi, pour une Aurore Machu, qui maniait admirablement le canon place de la Concorde (siège du ministère de la Marine occupé), aussi bien pour pointer que pour tirer ; pour une Elisa Rousseau coupable d'avoir tiré ailleurs au moins une quinzaine de coups de canon ; pour une Marie Schmitt, ancienne prostituée coupable d'avoir fait le coup de feu dans la défense de la Butte-aux-Cailles et déclarant fièrement à ses juges « *je regrette de ne pas avoir*

fait tout ce qu'on me reproche » ; ou pour une Nathalie Lemel partie avec une cinquantaine de femmes défendre les barricades des Batignolles et de Pigalle, les activités de milliers d'autres resteront à jamais inconnues, quelles qu'elles furent.

Avec son style enthousiaste d'un autre temps (tant dans ses aspects agréablement littéraires que dans son essentialisation moraliste parfois agaçante), Edith Thomas dresse ainsi le portrait de plusieurs combattantes ou de simples accusées, mais décrit aussi les activités, les propositions et les débats de nombreux clubs de femmes (à l'image de ceux de la Grande Révolution, ou de 1848), ce qui lui permet d'exhumer une résolution prise par un des plus importants, *l'Union des Femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés*, proche de la Première Internationale ouvrière. Dans l'article 14 de ses statuts, consacré à l'affectation de l'argent récolté pour soutenir ses adhérentes indigentes ou malades, il est en effet explicitement prévu dès le départ que ce fonds servira également « à l'achat de pétrole et d'armes pour les citoyennes qui combattront ; le cas échéant, la distribution d'armes se fera par tirage au sort. » Et Edith Thomas de rajouter à la suite pour clarifier les choses : « il est difficile d'admettre, comme l'ont fait certains historiens animés de je ne sais quelle hypocrisie pudeur, que le mot « pétrole » accolé au mot « armes » n'a ici qu'un sens domestique, pétrole anodin pour allumer les lampes familiales. Il est plus vraisemblable de penser que l'on avait envisagé le pétrole, comme l'ultime moyen de défendre la Commune » (p. 231).

De la même façon, bien que de nombreuses femmes désireuses de combattre se sont vues opposer un refus net (comme ce sera également le cas dans l'Espagne de 1936), cela n'empêchera pas des centaines d'entre elles d'imposer de force ou de fait leur présence combattante. Que ce soit en prenant la relève immédiate d'hommes tombés au front ou sur les barricades en délaissant tout rôle genré (infirmière/cantinière) pour récupérer leur fusil et s'en servir ; que ce soit en se procurant des armes sans rien demander à personne (plusieurs femmes portent des revolvers à la ceinture lors des débats dans les clubs), ou encore en s'auto-organisant collectivement pour le faire : le 14 mai 1871, une centaine de femmes se rendra ainsi en cortège devant l'Hôtel de Ville (où siège l'alors *Comité de Salut public*) pour exiger des armes, ce qu'elles obtiendront à ce moment-là.

Dans cet ensemble, quoi d'étonnant à ce que des femmes (comme des hommes) déterminées se soient alors aussi emparées pratiquement d'une idée qui circulait partout,

troisième sabotage ciblé identique dans le coin depuis décembre 2020, privant à chaque fois des milliers d'habitants d'internet pendant plusieurs jours.

8/9, Les Ulis (France).

En Essonne, quatre caméras de vidéosurveillance sont détruites dans la nuit à coups de marteau.

8/9, Cherbourg (France).

Dans la Manche, une virée nocturne en deux temps laisse les vitres de la mairie, de la CAF et d'un magasin de bourges constellées de dizaines d'impacts de coups de masse.

9/9, Varcis (France).

En Isère, sur le parking de la prison, deux voitures appartenant à des matons sont incendiées dans la nuit, tandis qu'un fourgon pénitentiaire est endommagé par les flammes et hors d'usage. Les incendiaires sont entrés dans le parking en découpant le grillage qui le séparait d'une entreprise adjacente.

10/9, Turin (Italie).

Au cours d'une révolte au sein du centre de rétention (CPR), des sans-papiers détruisent entièrement leur module à l'aide de matelas incendiés, en réduisant en cendres 35 places d'enfermement.

10/9, La Haye (Pays-Bas).

Deux distributeurs de billets des chemins de fer hollandais (*Nederlandse Spoorwegen*, NS) sont incendiés à la gare du quartier de Moerwijk. Ces machines gérées et exploitées pour le compte de la société ferroviaire par la société *Thales*, n'est qu'une partie du business de cette dernière, spécialisée dans l'industrie de l'armement et de la sécurité, y compris aux frontières. « *Thales profite de la forteresse*

Europe, de la guerre et du militarisme. Thales est notre ennemi. Où que se trouve l'entreprise, il faudra l'attaquer » conclut le communiqué.

10/9, Saint-Sébastien-sur-Loire (France).

En Loire-Atlantique, on apprend qu'un jeune de 15 ans vient d'être arrêté pour avoir saccagé (ordinateurs défoncés, micro-onde par la fenêtre) puis incendié la salle du professeurs du collège René-Bernier. Selon les autorités, « en colère contre l'école en général, il visait semble-t-il toute l'Éducation nationale. »

11/9, Vienne (Autriche).

Plusieurs bornes de recharge de voitures électriques sont incendiées dans différents quartiers de la capitale. « Pour assurer l'introduction généralisée de la mobilité électrique, ils doivent assurer une infrastructure de recharge décentralisée – nous avons identifié dans cet aspect un point sensible à attaquer » précise notamment le communiqué.

11/9, Albi (France).

Dans le Tarn, une première antenne-relais (Bouygues et SFR) part volontairement en fumée sur la cote de Mascrabière vers 22h30, suivie d'une seconde (de TDF) chemin de Canteperlic peu avant 2h du matin. Près de 52 000 personnes de toute la région sont alors privées de télévision, de radio et de téléphonie mobile (3 à 5G) pendant plusieurs jours, puisque celles parties en fumée desservait une soixantaine d'autres antennes.

12/9, Amboise (France).

En Indre-et-Loire, les distributeurs de billets de trois banques différentes (Caisse d'Épargne, Banque postale, CIC) sont entièrement calcinés vers 4h du matin. Une personne en garde-à-vue.

celle de ne laisser que des ruines fumantes au vainqueur, fussent-elles des plus prestigieuses comme Le Louvre ou la cathédrale Notre-Dame-de-Paris (même si ces deux cibles furent trop vite éteintes) ? Et ce, indépendamment du repoussoir que la réaction a créé par la suite à travers la figure féminine particulière des pétroleuses, mais qui comme bien d'autres avant elle, pourrait pourtant être réappropriée de façon subversive. En tout cas par les moins citoyen(ne)s d'entre nous ! Ici, notre propos n'est pas d'ouvrir les intéressantes questions sur la différence entre reconstituer une armée plus démocratique de volontaires (ou de conscrits, puisque la Commune a rétabli en mai l'obligation du service militaire pour les hommes après l'avoir aboli en avril) et une population en armes, entre une tactique uniforme de front ou de barricades mixtes et celle de guérilla diffuse sous forme de groupes autonomes et affinitaires, et ainsi de suite, mais simplement de souligner l'étendue du travail d'Edith Thomas.

Au-delà des pétroleuses, elle effectue ainsi un vaste tour d'horizon de la participation des femmes à la Commune de Paris jusque dans les domaines les moins connus, sans oublier les expérimentations et débats qui animaient les communardes dans les clubs (par exemple sur l'éducation ou la religion), y compris les plus polémiques de l'époque : « *Ils ont détrôné l'Empereur et Dieu, mais pour se mettre à leur place. Il faut des sujets aux républicains, ou du moins des sujettes. Pas plus qu'autrefois, ils n'admettent que la femme relève d'elle-même.* »

Au final, comme l'écrivaient déjà des compagnons il y a quelques années, si la mémoire de la révolte – quand elle ne s'est pas entièrement perdue – est devenue l'otage du savoir institutionnel, séquestrée dans des archives que tous n'ont pas la possibilité de consulter, dans des lieux fréquentés par des historiens qui, quoique mus par les meilleures intentions, ne peuvent que réduire à une matière pour spécialiste ce qui est source d'énergie rebelle à répandre... alors il ne nous reste qu'une seule chose à faire : *attendre ces historiens au tournant pour les alléger de leur précieux butin.* Un butin, dont l'action des pétroleuses fait à notre avis assurément partie, à moins de considérer que la destruction des palais et monuments d'une grande capitale doit rester absente de tout horizon désirable.

